

Table ronde « Métiers et compétences »

Synthèse



Animation :

Romain Méjias Argento (Cité des Métiers de Liège)

Intervenantes :

JULIEN DI MATTEO (DI MATTEO & FILS DÉMOLITION) : commercial au sein d'une entreprise familiale basée à Pepinster et spécialisée dans les travaux de démolition. Composée de 14 travailleurs, la société Di Matteo Démolition possède des agréments pour le transport de déchets et pour l'enlèvement d'amiante. Sur certains chantiers, l'entreprise procède à une déconstruction et non à de la démolition classique. Elle s'occupe ainsi de numérotter l'ensemble des éléments de façade en vue du remontage à l'identique par la suite, de démonter soigneusement chaque élément, de mettre sur palette et de livrer au lieu de destination.¹

FLORINE PAQUAY (REPAIR TOGETHER) : chargée de communication chez Repair Together, association sociale, solidaire et environnementale qui soutient les initiatives citoyennes et locales pour plus de durabilité et de circularité. Repair Together représente le réseau des Repair Cafés à Bruxelles et en Wallonie. Au-delà de son rôle fédérateur, on retrouve parmi les actions notables de Repair Together : l'organisation de formations à la réparation destinées aux citoyens, l'éveil des consciences des jeunes et moins jeunes via des actions de sensibilisation et l'organisation d'activités pédagogiques, ou encore la lutte pour le droit à la réparation et l'obsolescence programmée.² Pour rappel, les Repair Cafés sont à la fois des lieux et des moments, des rendez-vous qui permettent aux citoyen·nes d'apporter toutes sortes d'objets qui peuvent y être réparés³.

¹ <http://www.dimatteo.be/services/demantelement/>

² [Tout sur les Repair Cafés en Belgique - Repair Together](http://tout-sur-les-repair-cafes-en-belgique-repair-together)

³ <https://repairtogether.be/un-repair-cafe-cest-quoi/>

CÉCILE ROELANDT (AMEF FOREM) : analyste du marché de l'emploi et de la formation au sein du service Analyse et Prospective du Marché de l'Emploi (AMEF) du FOREM. Madame Roelandt est plus particulièrement responsable de l'analyse des secteurs de l'environnement et la gestion des déchets et de l'énergie. Elle participe à la rédaction de diverses études (métiers d'avenir, fonctions critiques, état des lieux socio-économiques, situation de la demande d'emploi, ...). Le service AMEF travaille avec des partenaires comme le CEFORA, l'IWEPS, le SPW et bien entendu les différents services du FOREM qui sont régulièrement demandeurs d'analyses sur l'emploi et la formation.

YANNIC DELANDE (CDC FOREM ENVIRONNEMENT) : expert ligne de produit Qualité-Sécurité-Environnement au centre de compétence FOREM Environnement situé à Mons. Parmi les missions du service : tenue d'une veille réglementaire et prise en compte des besoins du marché, rédaction de référentiels de formation, développement de modules de cours, rédaction et mise à jour d'outils pédagogiques, animation du réseau de formateur·rices, gestion des relations avec des partenaires extérieurs, développement de projets spécifiques, formation de formateur·rices. Parmi les formations dispensées au CDC Environnement : manager·euse en valorisation des déchets, conseiller·ère en énergie (tertiaire et industrielle), conseiller·ère en assainissement des sols.⁴

⁴ <https://www.formation-environnement.be/>

DÉVELOPPER LES CONDITIONS D'EXERCICE DE LA CIRCULARITÉ

Créer l'offre et la demande

Les expert·es s'accordent sur une série de conditions, nécessaires au développement d'une économie et d'une société plus circulaire. D'une part, la création d'une offre d'outils, d'appareils, de matériaux, ... écoconçus, « durables » (au sens de réparables, démontables, réemployables) et issus si possible d'une industrie relocalisée au plus proche de chez nous. Ils soulignent le rôle des fabricants, designers, industriels, ingénieurs et architectes... Un des piliers de l'économie circulaire réside dans l'écoconception. Nous devons nous diriger vers la création de matériaux avec une double, voire une triple vie (par opposition à l'amiante et aux plaques de plâtre gyproc par exemple). Les matériaux doivent nécessairement devenir réemployables et ils doivent dès lors être envisagés comme tels à toutes les étapes : recherche & développement, conception/production, installation, maintenance, ...

Il faut d'autre part susciter une demande pour des produits et services issus de cette économie circulaire, créer un « besoin de réemploi ». En effet, si on veut voir les entreprises s'intéresser à ce marché, il faut pouvoir le développer, l'étendre, le rendre attractif. Pour la production agroalimentaire en circuits courts, c'est pareil, il faut amener les gens à consommer davantage via ces filières de production, en en présentant notamment les avantages nutritifs, écologiques et de santé publique.

Intégrer l'ensemble des parties prenantes, étendre la « chaîne de valeur »

Afin d'atteindre les objectifs et d'engager le plus de monde possible vers un changement aussi important, il faut adopter une approche globale/systemique. Cela passe par toucher les niveaux macro (économie, marchés, politiques, ...) méso (secteurs professionnels, fédérations patronales, partenaires sociaux, syndicats, opérateurs d'enseignement et de formation) et micro (entreprises, travailleur·euses, demandeur·euses d'emploi, élèves-stagiaires-étudiant·es, citoyen·nes).

Si l'on prend l'exemple de la construction, il est nécessaire que chaque métier – de la conception du bâtiment à la réalisation sur chantier – soit intégré dans la démarche de circularité et formé à cela. La circularité implique des compétences parfois importantes qui ne s'improvisent pas et qui ne s'acquièrent pas du jour au lendemain.

Étendre la chaîne de valeurs implique déjà de définir des valeurs communes et de les diffuser. De rendre visible les projets et les acteurs les plus vertueux et de les valoriser. De mettre en réseau ces acteurs avec d'autres pour encourager les synergies, partenariats et « l'essaimage ». De renforcer et visibiliser également tous les réseaux existants.

À propos de ces deux premiers points (offre et chaîne de valeur), on peut logiquement les voir figurer dans la stratégie wallonne du dispositif Circular Wallonia (Willy Borsus, Christie Morreale, Céline Tellier) dont les cinq objectifs principaux consistent à stimuler la demande et la consommation ainsi que la production et l'offre, mobiliser tous les acteurs, agir sur les chaînes de valeur prioritaires et gérer les déchets⁵.

Changer les mentalités, développer une conscience collective, changer les modes de consommation

Renvoie à l'idée de changement de paradigme, changement culturel évoqué lors de la table ronde « modèles économiques ». Cela implique notamment de consommer différemment, des produits locaux peut-être plus chers, mais sans doute également plus respectueux de l'environnement et du travail des producteurs. D'autre part, de se diriger vers l'achat de produits plus facilement réparables et de revendiquer par là notre « droit la réparation »⁶ et lutter contre le phénomène de l'obsolescence programmée. Les politiques ont évidemment un grand rôle à jouer (que ce soit au niveau européen ou régional) dans « l'enrôlement » et l'éducation des citoyen·nes à une consommation et des

⁵ <https://economiecirculaire.wallonie.be/fr/wallonie-circulaire>

⁶ <https://repairtogether.be/le-droit-a-la-reparation/>

comportements plus responsables dont il est important de présenter les avantages et surtout de créer les conditions favorables. Il faut sortir de la « logique de la punition » et proposer des perspectives positives et désirables.

MÉTIERS ET COMPÉTENCES

De nouvelles compétences dans des métiers existants

Parmi les conséquences sociales des transformations liées à une économie plus circulaire et à des circuits plus courts : l'apparition de nouveaux métiers et de nouvelles compétences. Néanmoins, d'après les expert·es, nous ne ferons pas face à une création massive de nouveaux métiers dans les différents secteurs mais plutôt à l'apparition de nouvelles compétences techniques mais aussi plus transversales. Ces compétences se développeront et s'implémenteront au sein des métiers existants, aussi bien pour les secteurs de la construction, de la logistique, de l'industrie, de l'installation et la maintenance ou encore de la production agroalimentaire.

« Réindustrialisation », relocalisation de certaines compétences et métiers

À l'heure où la réindustrialisation de l'Europe est un sujet à la mode dans les discours politiques⁷, on doit nécessairement se pencher sur les conséquences et les enjeux d'un tel revirement. En effet, si l'objectif affiché est de relocaliser la production de certains biens et services – pour créer de l'emploi et être plus souverains et compétitifs face aux importations notamment – cela ne pourra évidemment pas se faire sans les métiers et compétences nécessaires pour faire tourner ces industries. Or, à l'heure actuelle, les pénuries sont déjà criantes dans plusieurs secteurs majeurs comme la construction ou l'industrie. Si cette tendance à la réindustrialisation se confirme dans les prochaines années, des solutions concrètes devront être apportées par les politiques en matière d'enseignement, de formation mais aussi et peut-être surtout de revalorisation des secteurs techniques et technologiques afin d'attirer les candidat·es... Sans quoi les pénuries ne feront que s'accroître.

« Former intelligemment » : développer des compétences transversales

L'économie circulaire et les circuits courts ont un caractère transversal par essence parce qu'ils touchent plusieurs secteurs professionnels et un nombre important de travailleur·euses différent·es. Cela va même au-delà des métiers et nous avons déjà souligné l'importance du développement de la conscience collective, de la connaissance et des compétences du/de la citoyen·ne. Les expert·es insistent ainsi sur l'importance de cette éducation aux notions de circularité, réemploi, réparation qui devrait selon eux se faire « le plus tôt possible ».

Par rapport au secteur de la démolition/déconstruction, actuellement la formation est inexistante et doit se faire en interne sur le terrain en entreprise. Ce sous-secteur de la construction va de toute évidence se développer et si certaines compétences peuvent être apprises à l'école ou en formation, c'est évidemment une bonne nouvelle pour les entreprises. D'autre part, et comme pour beaucoup de métiers de la construction, la démolition souffre d'une image « sale et négative », ce ne sont pas des métiers valorisés et il est difficile de trouver de la main d'œuvre. C'est devenu depuis longtemps une « marotte » mais la valorisation des métiers reste un enjeu essentiel pour le secteur de la construction et les autres secteurs techniques de manière générale. Le secteur de la réparation est lui aussi en pleine expansion et partage les constats posés par la construction. Pour qu'à l'avenir ça se passe bien, il va falloir moins improviser et réfléchir ensemble aux compétences à développer et à ce qui doit être institutionnalisé au niveau des formations.

Si on prend l'exemple du FOREm, il n'existe actuellement que deux cursus en lien avec l'économie circulaire. Ces derniers mènent à deux nouveaux métiers : le·la facilitateur·trice en économie circulaire et le·la manager·euse en valorisation des déchets. Il s'agit là de formations longues et « d'un certain niveau », puisque les candidat·es doivent disposer au minimum d'un bachelier ou d'une expérience

⁷ <https://trends.levif.be/a-la-une/politique-economique/la-belgique-repond-a-la-france-sur-la-reindustrialisation-de-leurope/>

probante pour être éligibles. Cependant, le FOREm dispense également des formations très courtes en économie circulaire qui permettent la montée en compétences d'une personne (demandeur·se d'emploi, travailleur·euse, étudiant·es, enseignant·es et chef·fes d'entreprise). Ces modules ont déjà été présentés à des élèves issues de l'enseignement du qualifiant via le réseau des centres de compétences où une sensibilisation à l'économie circulaire est réalisée.

Après cette présentation intéressante du FOREm, les expert·es de la construction et du secteur des Repair Cafés estiment qu'à ce stade, une première étape devrait consister en un relevé des formations et modules existants. Cet état des lieux pourrait servir de base de travail pour les compétences et formations à créer, sur les partenariats à développer, etc. En outre, l'enseignement est à considérer également, il faut bien entendu relever ce qui s'y fait ! Enfin, tout ce qui se fait déjà mérite d'être visibilisé et valorisé davantage.

Le développement des formations ne peut pas se faire sans l'appui des secteurs et des entreprises. Il faudra réussir à travailler main dans la main, à définir plus précisément les besoins en compétences et à faire l'arbitrage entre ce qui doit raisonnablement être intégré au sein des formations et des options de l'enseignement et ce qui fera l'objet d'un perfectionnement sur le terrain en entreprise. On en revient à l'idée d'un socle de base composé de compétences techniques suffisamment transversales pour permettre la mobilité professionnelle des personnes et des compétences plus spécifiques apportées par les employeur·euses ou dans le cadre de la formation continue. Il ne faut pas que la formation de base soit trop lourde au point de décourager les candidat·es.